



# SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Paris"



## **FONDS DE SOLIDARITÉ**

RANC PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL PRIN

Données au 10/03/2022 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

#### Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 39 778 593 451 euros

Nombre d'aides: 10 850 420

Nombre d'entreprises : 2 038 528

# Niveau Régional : Île-de-France





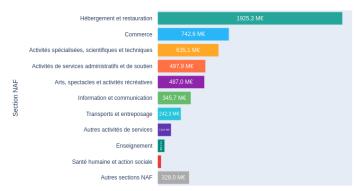
Montant total: 11 168 120 037 euros

Nombre d'aides : 2 626 514

Nombre d'entreprises : 426 214

# Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 5 451 673 035 euros

Nombre d'aides: 982 199

Nombre d'entreprises : 150 989



## PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 31/12/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

#### Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 143 036 642 125 euros

Nombre de prêts : 699 401

# Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 52 941 645 037 euros

Nombre de prêts : 147 721

# Niveau Départemental : Paris

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 20 933 362 039 euros

Nombre de prêts : 59 412



## REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 26/08/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

#### Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

# Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 1 185 115 013 euros

Nombre de reports : 16 782

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 483 739 012 euros

Nombre de reports : 5 281



# **AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS**



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

#### Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

# Niveau Régional : Île-de-France





Montant total: 122 457 218 euros

Nombre d'aides: 159 189

# Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 33 763 076 euros

Nombre d'aides: 43 841



# **ACTIVITÉ PARTIELLE**



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

#### Niveau National



# Niveau Régional : Île-de-France

